

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE PLENAIRE VERGADERINGEN

002 14/07/1999 - namiddag

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES SÉANCES PLÉNIÈRES

002 14/07/1999 - après-midi

Annales

Les annales sont le compte rendu intégral des séances plénières et des réunions publiques de commission où sont développées les interpellations.

Elles sont publiées sous forme de deux fascicules :

- le premier, de couverture blanche et portant les lettres PLEN en bas de page, regroupe les annales des séances plénières;
- le second, de couverture beige et portant les lettres COM en bas de page, regroupe les annales des réunions publiques de commission où sont développées des interpellations.

Les séances et les réunions ont une numérotation continue par session. Ce numéro se retrouve sur la couverture ainsi que sur chaque page avant la pagination. Les séances plénières ont une pagination continue. Les réunions publiques de commission sont paginées par fascicule.

Les annales peuvent également être consultées sur l'Internet-website de la Chambre des Représentants, à l'adresse <http://www.LaChambre.be>

Handelingen

De handelingen zijn het woordelijk verslag van de plenaire vergaderingen en van de in openbare commissievergaderingen gehouden interpellaties.

Ze worden in twee edities uitgegeven :

- de eerste, met witte kaft en met de letters PLEN in de voettekst, bevat de handelingen van de plenaire vergaderingen;
- de tweede, met beige kaft en met de letters COM in de voettekst, bevat de handelingen van de in openbare commissievergaderingen gehouden interpellaties.

De vergaderingen worden per zittingsperiode doorlopend genummerd. Het vergaderingsnummer staat op de kaft en op elke bladzijde vóór de paginering afgedrukt. De plenaire vergaderingen worden doorlopend gepagineerd. De openbare commissievergaderingen worden per brochure gepagineerd.

De handelingen worden tevens bekendgemaakt op de Internet-website van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, adres <http://www.DeKamer.be>

EXPLICATIONS DES SIGLES – TOELICHTING BIJ DE AFKORTINGEN

CVP	: Christelijke Volkspartij
ECOLO-AGALEV	: Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes orginales/Anders Gaan Leven
FN	: Front National
PRL-FDF	: Parti réformateur libéral - Front démocratique francophone
PS	: Parti socialiste
PSC	: Parti social-chrétien
SP	: Socialistische Partij
VL.BLOK	: Vlaams Blok
VLD	: Vlaamse Liberalen en Democraten
VU	: Volksunie

Le résultat des votes ainsi que les explications de vote sont repris dans le corps des annales. La liste des membres qui ont participé aux différents votes nominatifs est reprise en annexe sous le numéro indiqué après chaque vote.

Het resultaat van de stemmingen en de stemverklaringen zijn in het corpus van de handelingen opgenomen. Voor de lijst van de leden die aan de verschillende naamstemmingen hebben deelgenomen, wordt verwezen naar de bijlage.

SÉANCE PLÉNIÈRE
MERCREDI 14 JUILLET 1999

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE de
M. De Croo

La séance est ouverte à 14.05 heures.

PLENAIRE VERGADERING
WOENSDAG 14 JULI 1999

NAMIDDAG

VOORZITTER :
De heer De Croo

De vergadering wordt geopend om 14.05 uur.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering :

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance :

Verhofstadt, Onkelinx, Michel, Vande Lanotte, Durant, Aelvoet, Duquesne, Vandenbroucke, Van den Bossche, Flahaut, Gabriëls, Verwilghen, Reynnders, Daems, Demotte, Chevalier, Boutmans, Deleuze.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Ik vraag dat twee secretarissen, de heren Dirk Van der Maelen en Jos Ansoms, mij komen vervoegen.

Er zijn berichten van verhindering ingekomen van de leden :

Les membres suivants sont excusés :

Van den Broeck, wegens ziekte / pour raison de santé;

Colen, buitenslands / à l'étranger.

Mededelingen

Communications

De **voorzitter** : Een reeks interne besluiten en mededelingen moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

Une série de décisions internes et de communications doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des annales de cette séance.

Prestation de serment d'un membre de la Chambre

Eedaflegging van een lid van de Kamer

Le **président** : Les pouvoirs de M. Charles Picqué ont été validés le 1er juillet 1999 et il a été proclamé membre de la Chambre des représentants le même jour.

De geloofsbrieven van de heer Charles Picqué werden op 1 juli 1999 geldig verklaard. Hij werd op dezelfde dag tot lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers uitgeroepen.

Je rappelle que les députés élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles font partie soit du groupe linguistique français, soit du groupe linguistique néerlandais de la Chambre, selon qu'ils prêtent serment en français ou en néerlandais. Si le serment est prêté en plusieurs langues, celle d'entre elles qui est utilisée en premier lieu est déterminante.

Ik herinner eraan dat de volksvertegenwoordigers gekozen door het kiescollege van het arrondissement Brussel deel uitmaken van de Nederlandse of van de Franse taalgroep van de Kamer,

naargelang zij de eed in het Nederlands dan wel in het Frans afleggen. Wordt de eed in verscheidene talen afgelegd, dan is de taal waarin hij eerst is afgelegd beslissend.

Je prie M. Charles Picqué de prêter le serment constitutionnel "Je jure d'observer la Constitution".

Ik verzoek de heer Charles Picqué de grondwettelijke eed af te leggen "Ik zweer de Grondwet na te leven".

- M. Charles Picqué prête le serment constitutionnel en français.

- De heer Charles Picqué legt de grondwettelijke eed af in het Frans.

M. Charles Picqué fera partie du groupe linguistique français.

De heer Charles Picqué zal deel uitmaken van de Franse taalgroep.

Rapport complémentaire de la 3ème commission de vérification des pouvoirs

Aanvullend verslag van de 3de commissie tot onderzoek der geloofsbrieven

Le **président** : L'ordre du jour appelle le rapport complémentaire de la 3ème commission de vérification des pouvoirs.

Aan de orde is het aanvullend verslag van de 3de commissie tot onderzoek der geloofsbrieven.

La parole est à Mme Colette Burgeon.

Mme **Colette Burgeon**, rapporteuse : Mesdames, Messieurs, le 1er juillet 1999, lors de la validation des opérations électorales et la vérification des pouvoirs des membres de la Chambre des représentants déclarés élus dans la province de Flandre occidentale, la Chambre a décidé de faire procéder par votre commission au recomptage des bulletins de vote émis dans le canton électoral de Zonnebeke et d'ajourner la validation des pouvoirs des candidats suppléants élus dans l'arrondissement électoral de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende.

Votre commission s'est réunie le 6 juillet 1999 pour procéder manuellement à ce recomptage.

Ce recensement a donné lieu aux résultats indiqués aux tableaux, signés par les membres présents de votre commission et par les membres des bureaux de dépouillement, qui sont joints au procès-verbal établi à l'issue des opérations de dépouillement.

Considérant que les résultats électoraux ainsi recensés dans le canton électoral de Zonnebeke diffèrent des résultats du dépouillement automatisé des votes au moyen du système de lecture optique dont il a été fait usage le 13 juin 1999 pour l'élection de la Chambre des représentants dans ce canton et que ces résultats y sont établis comme suit :

- dépouillement automatisé (13 juin 1999) : bulletins enregistrés : 8202; votes valables : 6466; votes blancs : 1320; votes non valables : 416;
- dépouillement manuel (6 juillet 1999) : bulletins enregistrés : 8202; votes valables : 7330; votes blancs : 459; votes non valables : 413.

En ce qui concerne les résultats globaux par liste, ils sont les suivants :

- liste 2 (Agalev) : 554/551;
- liste 3 (SP) : 1643/1644;
- liste 4 (VLD) : 1378/1490;
- liste 6 (VL.BLOK) : 505/629;
- liste 7 (VU-ID) : 443/533;
- liste 8 (CVP) : 1815/2327;
- liste 11 (PVDA-AE) : 21/28;
- liste 13 (PNPB) : 20/24;
- liste 15 (Vivant) : 71/86;
- liste 35 (VNP) : 16/18.

Considérant que ces résultats n'affectent, pour aucune des listes auxquelles un siège est attribué dans la

circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, l'ordre des candidats suppléants élus dans cette circonscription;

attendu que tous les candidats suppléants proclamés élus dans la circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, dont les noms suivent, ont justifié des conditions exigées par l'article 64 de la Constitution : Mmes et MM. Verhelst F.J.A., Van Praet R., Vollon H., Dumarey A.N.J., Laridon L.A.C.C., Bracke N.F.C., Durnez J.R.D., Dancet G.L.A., Colson H.R., Levecke-Declercq M., Lansens P.F.E., Viaene C.S., Devooght N.G.;

votre commission estime qu'il y a lieu de valider les pouvoirs de ces candidats proclamés élus par le Bureau central provincial de Flandre occidentale et propose de les admettre en qualité de membre suppléant.

En outre, lors de la vérification des pouvoirs à laquelle votre commission a procédé le 1er juillet 1999, la Chambre a décidé, sur proposition de la commission, d'ajourner également la validation des pouvoirs des candidats suppléants proclamés élus suivants, qui n'avaient pas justifié qu'ils remplissaient les conditions d'éligibilité :

- pour la circonscription électorale de Bruges : Bonte R.M., Vanderstraeten M., Himpens H.M., Douifi D.;
- pour la circonscription électorale de Courtrai-Roulers-Tielt : Turpyn M.G., Declercq K.R.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mmes et MM. Bonte R.M., Turpyn M.G., Douifi D., a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléants.

Les suppléants suivants n'ont pas encore justifié des conditions d'éligibilité :

- pour la circonscription électorale de Bruges : Vanderstraeten M., Himpens H.M.
- pour la circonscription électorale de Courtrai-Roulers-Tielt : Declercq K.R.

Votre commission vous propose d'accorder un dernier délai de trente jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis. (*Assentiment*)

Vérification des pouvoirs des membres suppléants dont l'admission a été ajournée

Onderzoek van de geloofsbrieven van de opvolgers wier toelating werd uitgesteld

Le **président** : L'ordre du jour appelle la vérification des pouvoirs des membres suppléants dont l'admission avait été ajournée.

Mme Claudine Drion, rapporteuse de la 1ère commission de vérification des pouvoirs, MM. Jean-Marc Delizée, rapporteur de la 2ème commission de vérification des pouvoirs, Pierre Chevalier, rapporteur de la 3ème commission de vérification des pouvoirs, Mme Josée Lejeune, rapporteuse de la 4ème commission de vérification des pouvoirs, M. Hugo Coveliers, rapporteur de la 5ème commission de vérification des pouvoirs et Mme Joëlle Milquet, rapporteuse de la 6ème commission de vérification des pouvoirs, proposent au nom de leur commission respective l'admission de MM. Mario Berchicci, Armand Biesemans, Ronny Bonte, Hubert Bracke, Henri Colson, Mmes Mieke Cornelis, Catharina Craeghs, M. Guido Dancet, Mme Annemie De Backer, M. Paul-Olivier Delannois, Mmes Natascha Devooght, Dalila Douifi, MM. Anthony Dumarey, Jan Durnez, Walter Groottaers, Mme Veerle Langbeen, M. Patrick Lansens, Mmes Lies Laridon, Thérèse Lefebvre, Margareta Levecke-Declercq, M. Xavier Malmen-dier, Mme Nadine Motten, M. Georges Sevrin, Mmes Brigitte Smets, Marie-Laure Stengers, M. Alfons Tobback, Mme Marleen Turpyn, M. Johan Vandenberghe, Mmes Clara Vannieuwenhuysse-Vanosmael, Anne Vanesse, MM. Peeter Van Hoof, Robert Van Praet, Mme Christiane Verhaegen, M. Frans Verhelst, Mme Christiane Viaene et M. Herwig Vollon.

La Chambre adopte les conclusions des rapports complémentaires des commissions, qui seront insérées au Compte rendu analytique et aux Annales. (*Assentiment*)

En conséquence, je proclame membres suppléants les élus dont l'admission est proposée en cette qualité.

Les commissions proposent par ailleurs d'accorder un dernier délai de trente jours aux suppléants n'ayant pas encore communiqué les documents permettant de procéder à la vérification de leurs pouvoirs. Si ces documents ne sont pas

président

transmis dans le délai requis, leurs pouvoirs ne seront pas validés.
Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Aan de agenda is het onderzoek van de geloofsbrieven van de opvolgers wier toelating werd uitgesteld.

Mevrouw Claudine Drion, rapporteur van de 1ste commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven, de heren Jean-Marc Delizée, rapporteur van de 2de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven, de dames Colette Burgeon, rapporteur van de 3de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven, Josée Lejeune, rapporteur van de 4de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven, de heer Hugo Coveliers, rapporteur van de 5de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven, mevrouw Joëlle Milquet, rapporteur van de 6de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven, stellen in naam van hun respectieve commissie de toelating als opvolger voor van de heren Mario Berchicci, Armand Biesemans, Ronny Bonte, Hubert Bracke, Henri Colson, de dames Mieke Cornelis, Catharina Craeghs, de heer Guido Dancet, mevrouw Annemie De Backer, de heer Paul-Olivier Delannois, de dames Natascha Devoght, Dalila Douifi, de heren Anthony Dumarey, Jan Durnez, Walter Grootaers, mevrouw Veerle Langbeen, de heer Patrick Lansens, de dames Lies Laridon, Thérèse Lefèbvre, Margareta Leveck-Declercq, de heer Xavier Malmendier, mevrouw Nadine Motten, de heer Georges Sevrin, de dames Brigitte Smets, Marie-Laure Stengers, de heer Alfons Tobback, mevrouw Marleen Turpy, de heer Johan Vandenberghe, de dames Clara Vannieuwenhuyse-Vanosmael, Anne Vanesse, de heren Peeter Van Hoof, Robert Van Praet, mevrouw Christiane Verhaegen, de heer Frans Verhelst, mevrouw Christiane Viaene en de heer Herwig Vollon.

De Kamer neemt de besluiten van de aanvullende verslagen van de commissies aan. Die besluiten zullen opgenomen worden in het Beknopt Verslag en de Handelingen. (*Instemming*)

Bijgevolg verklaar ik benoemd tot opvolgers de als dusdanig verkozenen wier toelating wordt voorgesteld.

De commissies stellen eveneens voor een laatste termijn van dertig dagen te verlenen aan de opvolgers die de documenten die moeten dienen om hun geloofsbrieven te onderzoeken nog niet hebben meegedeeld. Indien deze

documenten niet worden overgezonden in de verzochte termijn zullen deze geloofsbrieven niet geldig worden verklaard. (*Instemming*)

Aanvullend verslag van de bijzondere commissie betreffende de verkiezing van het Europees Parlement

Rapport complémentaire de la commission spéciale relative à l'élection du Parlement européen

De **voorzitter** : Aan de orde is het aanvullend verslag van de commissie belast met het onderzoek van de geldigheid van de kiesverrichtingen en de klachten betreffende de Europese verkiezingen.

L'ordre du jour appelle le rapport complémentaire de la commission chargée de vérifier la validité des opérations électorales et les réclamations relatives aux élections européennes.

De heer Luc Sevenhans heeft het woord.

De heer **Luc Sevenhans** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, collega's, bij het onderzoek naar de geldigheid van de kiesverrichtingen van 13 juni 1999 voor het Europees Parlement, waartoe uw commissie overging tijdens haar vergadering van 1 juli 1999, heeft de Kamer - op haar voorstel - de geldigverklaring uitgesteld van de verkiezing van de volgende kandidaten die als opvolgers voor het Europees parlement werden aangewezen door het :

- Nederlands kiescollege : de Limburg Stirum della Faille K., Paepe D., Pintelon J., Verbeke W., Chabert J., De Schamphelaere M., Smessaert B., Colen A., Tastenhoye G., Crauwels C., Weyts J., Van Brempt K., El Khadraoui S., Derycke E., Geerts C., Dierickx L., Van Der Elst-De Groote B., Jans A., Ooms A., Hillewaert R., Cuyt B. en Verhelst T.;

- Frans kiescollege : Scheepers F., Zidda N., Decroly V., Theunissen A., Hanin P., Ledoux L. en Vancraeynest P.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit werd gesteld van de nodige bescheiden om tot de geldigverklaring

van de verkiezing van de volgende opvolgers over te gaan, heeft deze onderzocht en eenparig besloten aan de Kamer hun toelating als opvolger voor te stellen :

- Nederlands kiescollege : de Limburg Stirum della Faille K., Paepe D., Chabert J., De Schamphelaere M., Tastenhoye G., Weyts J., Geerts C., Hillewaert R.;

- Frans kiescollege : Theunissen A.

De volgende opvolgers hebben nog niet doen blijken dat ze de kiesbaarheidsvoorwaarden vervullen :

- Nederlands kiescollege : Pintelon J., Verbeke W., Smessaert B., Colen A., Crauwels C., Van Brempt K., El Khadraoui S., Derycke E., Dierickx L., Van Der Elst-De Groote B., Jans A., Ooms A., Cuyt B. en Verhelst T.;

- Frans kiescollege : Scheepers F., Zidda N., Decroly V., Hanin P., Ledoux L. en Vancraeynest P.

De Kamer neemt de besluiten van de commissie aan. (*Instemming*)

Uw commissie stelt voor een laatste termijn van dertig dagen aan deze opvolgers te verlenen om de vereiste documenten mee te delen. (*Instemming*)

Prestation de serment

Eedaflegging

Le **président** : L'ordre du jour appelle la prestation de serment des neuf membres suppléants appelés à siéger en remplacement des membres nommés par le Roi en qualité de ministres ou de secrétaires d'Etat.

L'article 50 de la Constitution dispose que "le membre de l'une des deux Chambres, nommé par le Roi en qualité de ministre et qui l'accepte, cesse de siéger et reprend son mandat lorsqu'il a été mis fin par le Roi à ses fonctions de ministre".

Volgens artikel 1bis van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers, wordt de minister of staatssecretaris van de federale regering die ophoudt zitting

président

te hebben, vervangen door de eerst in aanmerking komende opvolger van de lijst waarop de minister of de staatssecretaris gekozen is.

Nous devons donc procéder à l'admission et à la prestation de serment de ces suppléants.

Il s'agit des suppléants suivants :

- de heer Tony Smets, eerste opvolger op de VLD-lijst van de kieskring Leuven, ter vervanging van de heer Rik Daems;

- Mme Pierrette Cahay-André, première suppléante de la liste PRL FDF MCC de la circonscription électorale de Liège, en remplacement de M. Didier Reynders;

- M. Philippe Collard, premier suppléant de la liste PRL FDF MCC de la circonscription électorale de Arlon-Marche en Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton, en remplacement de M. Antoine Duquesne;

- de heer Patrick Lansens, eerste opvolger op de SP-lijst van de kieskring Veurne-Diksmuide-Ieper-Oostende, ter vervanging van de heer Johan Vande Lanotte;

- de heer Daan Schalck, eerste opvolger op de SP-lijst van de kieskring Gent-Eeklo, ter vervanging van de heer Luc Van den Bossche;

- M. Maurice Dehu, premier suppléant de la liste PS de la circonscription électorale de Nivelles, en remplacement de M. André Flahaut;

- Mme Zoé Genot, première suppléante de la liste Ecolo de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, en remplacement de M. Olivier Deleuze;

- mevrouw Lena Laenens, eerste opvolger op de Agalev-lijst van de kieskring Antwerpen, ter vervanging van de heer Eddy Boutmans;

- mevrouw Kathleen van der Hooft, eerste opvolger op de VLD-lijst van de kieskring Brugge, ter vervanging van de heer Pierre Chevalier.

Les pouvoirs de ces suppléants ont été validés soit en notre séance du 1er juillet 1999, soit en notre séance de ce jour.

Ik stel u dus voor tot de toelating over te gaan van deze opvolgers die zitting hebben in de hoedanigheid van lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers ter vervanging van de leden die door de Koning tot minister of tot staatssecretaris werden benoemd en zolang het ambt van deze duurt. (*Instemming*)

Je rappelle que les députés élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles font partie soit du groupe linguistique français, soit du groupe linguistique néerlandais de la Chambre, selon qu'ils prêtent serment en français ou en néerlandais. Si le serment est prêté en plusieurs langues, celle d'entre elles qui est utilisée en premier lieu est déterminante.

Ik herinner eraan dat de volksvertegenwoordigers gekozen door het kiescollege van het arrondissement Brussel deel uitmaken van de Nederlandse of van de Franse taalgroep van de Kamer, naargelang zij de eed in het Nederlands dan wel in het Frans afleggen. Wordt de eed in verscheidene talen afgelegd, dan is de taal waarin hij het eerst is afgelegd beslissend.

Ik memoreer de bewoordingen van de eed : "Ik zweer de Grondwet na te leven" "Je jure d'observer la Constitution" "Ich schwöre die Staatsverfassung zu beachten".

Ik verzoek de heer Tony Smets de grondwettelijke eed af te leggen.

- *De heer Tony Smets legt de grondwettelijke eed af in het Nederlands.*

De heer Tony Smets zal deel uitmaken van de Nederlandse taalgroep.

Je prie Mme Pierrette Cahay-André de prêter le serment constitutionnel.

- *Mme Pierrette Cahay-André prête le serment constitutionnel en français.*

Mme Pierrette Cahay-André fera partie du groupe linguistique français.

Je prie M. Philippe Collard de prêter le serment constitutionnel.

- *M. Philippe Collard prête le serment constitutionnel en français.*

M. Philippe Collard fera partie du groupe linguistique français.

Ik verzoek de heer Patrick Lansens de grondwettelijke eed af te leggen.

- *De heer Patrick Lansens legt de grondwettelijke eed af in het Nederlands.*

De heer Patrick Lansens zal deel uitmaken van de Nederlandse taalgroep.

Ik verzoek de heer Daan Schalck de grondwettelijke eed af te leggen.

- *De heer Daan Schalck legt de grondwettelijke eed af in het Nederlands.*

De heer Daan Schalck zal deel uitmaken van de Nederlandse taalgroep.

Je prie M. Maurice Dehu de prêter le serment constitutionnel.

- *M. Maurice Dehu prête le serment constitutionnel en français.*

M. Maurice Dehu fera partie du groupe linguistique français.

Je prie Mme Zoé Genot de prêter le serment constitutionnel.

- *Mme Zoé Genot prête le serment constitutionnel en français.*

Mme Zoé Genot fera partie du groupe linguistique français.

Ik verzoek mevrouw Kathleen van der Hooft de grondwettelijke eed af te leggen.

- *Mevrouw Kathleen van der Hooft legt de grondwettelijke eed af in het Nederlands.*

Mevrouw Kathleen van der Hooft zal deel uitmaken van de Nederlandse taalgroep.

Er zal later worden overgegaan tot de toelating en de eedaflegging van mevrouw Lena Laenens, de opvolger die zitting zal hebben ter vervanging van de heer Eddy Boutmans.

Eloge funèbre

Rouwhulde

Le **président** (devant l'assemblée debout/voor de staande vergadering) : Le 5 juillet dernier, nous avons appris la disparition d'Emile Wauthy, vice-président honoraire de la Chambre, à l'âge de 72 ans.

Il était né le 21 mars 1927 à Gerpinnen-Fromiëe dans une famille d'agriculteurs.

Na zijn studie handels- en financiële wetenschappen aan de Université catholique de Louvain, begon hij een loopbaan in het onderwijs. In 1958 werd hij gemeenteraadslid in Anseremme. In 1973 werd hij tot burgemeester van Dinant benoemd en in 1974 werd hij provincieraadslid in Namen.

Sa carrière dans notre assemblée débute en 1978. Chef du groupe PSC, il fut un arbitre attentif à susciter la rencontre, le dialogue et la concertation. Il laisse le souvenir d'un homme de fortes convictions, plus particulièrement sur le plan éthique. Il siégera parmi nous jusqu'en 1987, année où il devient gouverneur de la province de Namur, fonction qu'il assumera jusqu'en 1994, date de son départ à la retraite.

président

En votre nom, j'ai présenté à Mme Wauthy, les condoléances émues de notre assemblée.

La parole est au premier ministre.

M. Guy Verhofstadt, premier ministre : Le gouvernement s'associe aux condoléances exprimées par le parlement.

De regering associeert zich bij de blijken van medeleven voor de overledene en zal ook die blijken van medeleven aan de familie overmaken.

- *La Chambre observe une minute de silence.*

- *De Kamer neemt een minuut stilte in acht.*

Eedaflegging

Prestation de serment

De **voorzitter** : Aan de orde is de eedaflegging van de vier opvolgende leden die zitting zullen hebben ter vervanging van de leden die door de Raden tot minister of tot staatssecretaris werden gekozen.

Artikel 59 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt het volgende : "Een lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers die gekozen wordt tot lid van de Vlaamse regering, van de Waalse regering, of van de Franse Gemeenschapsregering, houdt onmiddellijk op zitting te hebben en neemt zijn mandaat weer op wanneer zijn ambt van minister een einde neemt".

Artikel 35 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen bepaalt het volgende : "Een lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers die gekozen wordt tot lid van de regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, houdt onmiddellijk op zitting te hebben en hij neemt zijn mandaat weer op wanneer zijn ambt van minister een einde neemt".

Volgens artikel 1bis van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de wetgevende Kamers, wordt de minister of staatssecretaris van een Gewest- of Gemeenschapsregering

die ophoudt zitting te hebben, vervangen door de eerst in aanmerking komende opvolger van de lijst waarop de minister of de staatssecretaris gekozen is.

Wij moeten dus overgaan tot de toelating en de eedaflegging van die opvolgers.

Het betreft :

- M. Jean Depreter, premier suppléant de la liste PS de la circonscription électorale de Mons-Soignies, en remplacement de M. Elio Di Rupo;

- mevrouw Dalila Douifi, eerste opvolger op de SP-lijst van de kieskring Brugge, ter vervanging van de heer Renaat Landuyt;

- M. Thierry Giet, premier suppléant de la liste PS de la circonscription électorale de Liège, en remplacement de M. Michel Daerden;

- de heer Hugo Philtjens, eerste opvolger op de VLD-lijst van de kieskring Hasselt-Tongeren-Maaseik, ter vervanging van de heer Patrick Dewael;

- M. Eric van Weddingen, premier suppléant de la liste PRL FDF MCC de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, en remplacement de M. Jacques Simonet.

De geloofsbriefen van deze opvolgers werden ofwel tijdens de plenaire vergadering van 1 juli 1999, ofwel tijdens deze plenaire vergadering geldig verklaard.

Ik stel u voor tot de toelating over te gaan van deze opvolgers die zitting hebben in de hoedanigheid van lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers ter vervanging van de leden die door de Raden werden gekozen en zolang het ambt van deze duurt. (*Instemming*)

Je rappelle que les députés élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles font partie soit du groupe linguistique français, soit du groupe linguistique néerlandais de la Chambre, selon qu'ils prêtent serment en français ou en néerlandais. Si le serment est prêté en plusieurs langues, celle d'entre elles qui est utilisée en premier lieu est déterminante.

Je prie M. Jean Depreter de prêter le serment constitutionnel.

- *M. Jean Depreter prête le serment constitutionnel en français.*

M. Jean Depreter fera partie du groupe linguistique français.

Ik verzoek mevrouw Dalila Douifi de grondwettelijke eed af te leggen.

- *Mevrouw Dalila Douifi legt de grondwettelijke eed af in het Nederlands.*

Mevrouw Dalila Douifi zal deel uitmaken van de Nederlandse taalgroep.

Je prie M. Thierry Giet de prêter le serment constitutionnel.

- *M. Thierry Giet prête le serment constitutionnel en français.*

M. Thierry Giet fera partie du groupe linguistique français.

Ik verzoek de heer Hugo Philtjens de grondwettelijke eed af te leggen.

- *De heer Hugo Philtjens legt de grondwettelijke eed af in het Nederlands.*

De heer Hugo Philtjens zal deel uitmaken van de Nederlandse taalgroep.

Je prie M. Eric van Weddingen de prêter le serment constitutionnel.

- *M. Eric van Weddingen prête le serment constitutionnel en français.*

M. Eric van Weddingen fera partie du groupe linguistique français.

Verklaring van de regering

Déclaration du gouvernement

De **voorzitter** : Aan de orde is de verklaring van de regering.

L'ordre du jour appelle la déclaration du gouvernement.

De eerste minister heeft het woord.

Eerste minister **Guy Verhofstadt** : Mijnheer de voorzitter, collega's, de verkiezingen van 13 juni jongstleden hebben de politieke verhoudingen grondig door elkaar geschud. De burgers van dit land gaven uiteenlopende signalen en zorgden voor een op het eerste gezicht versnipperd politiek landschap. Maar onder de verschuivingen aan de electorale oppervlakte valt een grondstroom te ontwaren, een dieperliggend verlangen om te breken met de manier waarop dit land wordt geleid, een indringende vraag naar een beter en ander bestuur.

De overheid is er inderdaad in het verleden onvoldoende in geslaagd zich aan te passen aan de nieuwe tijd. Vastgeroeste politieke verhoudingen

blokkeerden de weg naar een toekomstgericht beleid. Er ontstond een breuk met de bevolking, wier vragen noden en zorgen onvoldoende tegemoet werden getreden. De verstoorde relatie tussen burger en politiek leidde tot onbegrip en frustraties. Zo groeide een spanningsveld dat zelfs de fundamenteën van onze democratische rechtsstaat dreigt aan te tasten. Het massale protest van honderdduizenden burgers in het najaar van 1996 was hiervan de meest zichtbare uiting.

Om aan deze roep tot verandering die ook op 13 juni luid doorklonk, een antwoord te geven, hebben VLD, PS, PRL, SP, Ecolo en AGALEV een ambitieus en coherent project uitgewerkt, een project dat zowel naar vorm als naar inhoud wil breken met het verleden, met andere woorden een project dat resoluut kiest voor de eenentwintigste eeuw. Het is een vernieuwend project dat het vertrouwen van de burgers in de overheid wil herstellen, de creatieve krachten in de samenleving opnieuw ruimte wil bieden, iedereen volwaardige kansen wil geven op zelfontplooiing en geluk, de sociale bescherming van de burgers garandeert en een duurzame relatie wil uitbouwen tussen de mens en zijn leefomgeving. Het is een project dat België opnieuw aanzien kan geven in de wereld.

Het eerste en belangrijkste onderdeel van dit project is België om te bouwen tot een modelstaat, een overheid die erin slaagt haar taken zowel zorgzaam, democratisch als rechtvaardig uit te voeren. Opeenvolgende incidenten, de Dutroux-affaire, de dioxinecrisis en andere hebben de voorbije jaren duidelijk gemaakt dat dit onze eerste bekommernis moet zijn. De regering zal van een ingrijpende hervorming van de openbare besturen dan ook haar hoogste prioriteit maken.

De eerste hoeksteen van de modeladministratie die we beogen, is de doeltreffendheid en derhalve de zorgzaamheid waarmee ze haar opdrachten uitvoert. Het doel is een dienstverlening te bereiken van hoog niveau die de vergelijking kan doorstaan met de beste bedrijven uit de particuliere sector of met de beste openbare besturen in het buitenland. Daartoe zal een externe audit van de openbare besturen worden doorgevoerd, terwijl een pact voor een doorgedreven depolitisering de objectiviteit van alle aanwervingen en bevorderingen zal garanderen. De administratieve overlast en regelgeving zal drastisch worden teruggeschoefd. Met 10% tijdens de eerste twee jaar, met een kwart tegen het einde van de legislatuur. De overlast aan regels

ondergraaft immers de rechtszekerheid en fnuikt de creativiteit in onze samenleving. Om deze ambitieuze doelstelling hard te maken zal een bijzondere regeringscommissaris worden aangeduid, die naast de coördinatie ook verantwoordelijk zal zijn voor het ontwikkelen van de noodzakelijke meetinstrumenten om deze taak tot een goed einde te brengen.

L'amélioration du caractère démocratique du processus de décision est la deuxième priorité d'une administration efficace. Les citoyens doivent être au centre du processus décisionnel. Pour renforcer leur emprise sur la politique, le gouvernement invite le parlement à installer en son sein une commission spéciale. Cette commission débattrait d'une modernisation profonde du système électoral, de la taille des circonscriptions électorales et de nouvelles formes de participation. Le gouvernement lui-même déposera un projet qui réduira le poids du vote en cas de tête et supprimera le système des suppléants. Le citoyen pourra ainsi, mieux qu'aujourd'hui, déterminer qui le représentera au parlement. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement et les partis de la majorité s'engagent à tenir compte du résultat des consultations populaires et à moderniser le droit de pétition. Tout conflit d'intérêt doit par ailleurs être exclu lors de l'exercice d'un mandat politique. L'idée est que le parlement crée une commission de déontologie, commission qui élaborera une jurisprudence en vue de garantir l'indépendance du parlement à l'égard des intérêts particuliers et des lobbies.

La justice est la troisième priorité des nouvelles autorités envisagées par le gouvernement. Pour répondre aux problèmes de la police et de la justice, l'année dernière, les accords Octopus ont été conclus. Leur concrétisation rapide et complète est un objectif majeur du gouvernement. Elle est à la base de la création d'un environnement sûr et d'une organisation judiciaire efficace et rapide, ainsi que du recul de la violence.

Mais cela ne suffit pas. Avant la fin de l'année, nous établirons un plan de sécurité s'inspirant du concept de la gestion intégrée de la sécurité. Ce plan sera constitué d'un volet préventif, d'un volet répressif, de l'accompagnement des victimes et du suivi des auteurs. Ce plan étayé scientifiquement a un double objectif : la réduction effective de toutes les formes de criminalité et l'accroissement substantiel du taux d'élucidation. La police se concentrera sur ses tâches fondamentales et sera davantage présente sur le terrain. Le droit pénal sera modernisé et l'application des

normes apportera une réponse rapide et adaptée à chaque type d'infraction. Un service anti-corruption sera créé dans le cadre de la police fédérale et la coopération internationale et la lutte contre le crime organisé et la criminalité en col blanc sera intensifiée.

Outre l'introduction du plan de sécurité, le gouvernement établira un plan d'action en vue de résorber l'arriéré judiciaire. Ceci est indispensable si l'on veut rétablir la confiance du citoyen dans la justice et l'Etat de droit. Nous prendrons les mesures suivantes : plan de gestion pour chaque parquet et juridiction, renforçant la mobilité et le nombre de magistrats, une procédure judiciaire adaptée, un recours plus fréquent au traitement administratif des dossiers, arbitrage et procédures par consentement mutuel. Avant la fin de l'année, des mesures particulières seront prises pour le tribunal et le parquet de Bruxelles.

Une autorité juste est aussi une autorité accueillante et ouverte. Le point de départ est l'intégration de tous les citoyens, notamment des personnes de nationalité étrangère. Pour ce qui les concerne, la procédure d'acquisition de la nationalité belge sera radicalement simplifiée. Elle contiendra l'engagement du demandeur de respecter la Constitution, les lois et les droits et libertés fondamentaux. En outre, le ministre de la Justice demandera au parquet de s'inscrire dans cette nouvelle approche et de combattre toute infraction à la législation de naturalisation par des organisations criminelles. Le gouvernement évaluera la nouvelle réglementation un an après son entrée en vigueur.

Si nous voulons créer une société sûre, juste et tolérante, nous devons également améliorer la situation dans certains quartiers des villes où le sentiment d'abandon et d'exclusion se renforce. Une approche globale doit rétablir le caractère vivable de nos villes. Etant donné que les instruments politiques se situent à différents niveaux, nous désignerons un commissaire du gouvernement disposant des compétences et de l'expérience requises.

In de 21ste eeuw zal de economische en maatschappelijke realiteit grondig verschillen van deze die we tot op heden kenden. Het economisch beleid van de voorbije decennia zat geprangd in een schijnbaar onoplosbaar dilemma, een tegenstelling tussen hoge economische groei en lage inflatie. Om het uit te drukken op een wijze die economen onder u wellicht als te literair zullen ervaren, was het voeren van een

economisch beleid iets dat veel gelijkenis vertoonde met het besturen van een voertuig. Een regering die gas gaf, zorgde voor meer groei maar ook voor meer inflatie, het indrukken van de economische rempedaal had dan weer het tegenovergestelde effect. De essentie van een goed economisch beleid bestond dan ook uit het vinden van een evenwicht tussen optrekken en afremmen en het daarbij vermijden van al te veel schokken.

Deze tegenstelling verloor de afgelopen jaren veel van haar betekenis. Internationaal leven we nu al jaren in een economisch klimaat dat tegelijkertijd gekenmerkt wordt door hoge groei en lage inflatiecijfers. Samen met de duurzaam veranderde relatie tussen groei en inflatie is een "nieuwe economie" in opmars, met andere spelregels dan degene die we tot nog toe als axioma's hebben aanvaard en gehanteerd. Deze nieuwe economie is het product van de hoogtechnologische omwenteling van de voorbije jaren, van de informatisering vooral die de innovatie en de investeringen bijzonder krachtige impulsen geeft. Ondertussen manifesteerde zich een nieuwe tegenstelling met name de mondiale achteruitgang van het leefmilieu met haar gevolgen voor de plaatselijke leefomgeving. Stijgende groei vertaalt zich niet meer eenduidig in meer levenskwaliteit en tegenstelling die we met duurzame ontwikkeling kunnen overbruggen.

Tegelijkertijd kan de fundamenteel gewaande tegenstelling tussen een model dat vooral de groei en de werkgelegenheid bevorderde en een model dat de sociale bescherming als uitgangspunt nam, worden overstegen. Het gaat niet meer om een keuze tussen één van beide modellen maar om het in elkaar inpassen van beide. Duurzame groei maakt een betere sociale bescherming mogelijk omdat de financiële onderbouw ervan beter wordt gegarandeerd. En de mensen die van sociale bescherming genieten, moeten waar kan, worden geholpen om opnieuw een zinvolle plaats in de samenleving te verwerven: jongeren met een té lage scholingsgraad, mensen op middelbare leeftijd die hun weg verliezen in de nieuwe technologische maatschappij, armen die al jaren leven aan de zelfkant van de samenleving.

Dat is de belangrijkste uitdaging van de actieve welvaartsstaat. In de actieve welvaartsstaat worden uitsluiting en werkloosheid niet op de eerste plaats passief en remediërend bestreden, maar actief en preventief. Een actieve welvaartsstaat zorgt niet alleen voor uitkeringen, maar investeert vooral in

mensen, in hun opleiding, hun vorming, hun werk. Want mensen die over een job beschikken, verwerven niet alleen een inkomen, maar ook een plaats in de maatschappij, sociale contacten, persoonlijke voldoening, uitzicht op een betere toekomst, op nieuwe kansen. Een hogere werkgelegenheidsgraad zorgt bovendien voor een bredere en stabielere basis onder meer voor het financieren van de sociale zekerheid en voor het dekken van de nieuwe noden in de samenleving. Wie morgen toch nog uit de boot valt, zal beter dan vandaag kunnen worden geholpen en ondersteund.

De uitbouw van de actieve welvaartsstaat wordt de centrale doelstelling van het economisch en sociaal beleid van de nieuwe regering. Ze nodigt u uit om hier samen werk van te maken, zoals ze ook het middenveld en de sociale partners zal uitnodigen voor een hernieuwd overleg.

Voor de uitbouw van de actieve welvaartsstaat en het optillen van de werkgelegenheidsgraad zal de regering verscheidene sporen volgen, sporen die strikt zullen passen in onze Europese engagementen waaronder deze van het stabiliteitspact.

Het invoeren van startbanen voor jongeren, het drastisch verlagen van de lasten op arbeid, het dichten van de werkloosheidsvallen, het opnieuw aanzwengelen van de werkgelegenheidsmogelijkheden van de 50-plussers, de integratie op de arbeidsmarkt van langdurig werklozen en bestaansminimumtrekkers, het ter beschikking stellen van arbeidskrachten via werkgeversgroeperingen, het aanmoedigen van de KMO's, zijn de belangrijkste instrumenten die zullen worden ingezet.

L'organisation du temps de travail sera assouplie. Le gouvernement renforcera les incitants financiers en faveur d'une réduction du temps de travail et de la semaine de quatre jours en restant dans les limites de la capacité concurrentielle des entreprises sans aggraver les coûts salariaux et en préservant le revenu des travailleurs.

Le système volontaire de la semaine de quatre jours sera également soutenu par le gouvernement par l'instauration d'un système généralisé d'interruption de carrière d'un cinquième qui est en principe autorisé pour chaque travailleur qui le demande.

Pour augmenter la motivation des travailleurs, un cadre légal sera créé pour permettre la participation de

l'employé. De la même manière, le gouvernement stimulera la création de fonds de pensions en permettant des primes ou des cotisations hors norme salariale.

Au cours de cette législature, le gouvernement s'attellera également à une réforme profonde de notre fiscalité. Cette réforme fiscale doit entraîner une diminution des barèmes et une augmentation du revenu minimum imposable. Les possibilités de déduction seront regroupées en catégories forfaitaires. Le nouveau système fiscal sera neutre par rapport à la forme de cohabitation choisie et la déclaration d'impôt sera sensiblement simplifiée. Le gouvernement souhaite par ailleurs opérer dans un cadre européen, un transfert d'une fiscalité sur le travail vers une fiscalité nous permettant de mieux réaliser les objectifs en matière d'emploi et de développement durable auxquels notre pays s'est engagé, notamment en matière énergétique. En outre, toutes ces réformes se dérouleront dans un contexte de diminution de la pression fiscale. C'est ainsi que le gouvernement indexera l'impôt sur les personnes physiques à partir de 1999. Nous supprimerons également progressivement l'impôt complémentaire de crise en commençant par les revenus et les pensions les plus faibles.

Notre pays dispose d'un système de sécurité sociale efficace. Les moyens nécessaires pour couvrir les besoins seront garantis. Il n'en demeure pas moins que certains sont encore exclus de ce système. C'est pourquoi il faut moderniser la sécurité sociale.

Aussi, le statut des travailleurs à temps partiel sera amélioré.

En matière de pensions, le gouvernement garantira en priorité la viabilité du système de pension légale et augmentera progressivement les plus petites pensions, avec une attention particulière pour celles des indépendants.

Dans la politique des soins de santé, le patient et la qualité des services prestés devront jouer un rôle central. Les soins de première ligne et la prévention seront stimulés. La norme de croissance légale devra passer de 1,5 à 2,5%. Le ticket modérateur sera réduit pour les maladies chroniques et la qualité des soins sera améliorée.

En outre, notre pays compte toujours plus de 80 000 minimexés, dont près de la moitié a moins de 35 ans. Ici aussi, la meilleure forme d'émancipation est leur intégration sur le marché du travail. A cet effet, l'activation de leur allocation et l'augmentation de l'intervention de l'Etat en cas d'emploi sont les instruments recommandés.

Naast een zorgzame en doeltreffende overheid en het uitbouwen van de actieve welvaartsstaat is de aandacht voor de duurzame ontwikkeling van onze samenleving het derde uitgangspunt van de actie van de nieuwe regering.

De levenskwaliteit van de huidige en de komende generaties wordt een integraal onderdeel van elke handeling die ze zal stellen. Zo zal de wetgeving op de productnormen worden uitgebreid, de fiscaliteit geëcologiseerd, de productinformatie verbeterd onder meer door een uniform stelsel van ecolabeling. De wetgeving in verband met gevaarlijke stoffen en afvalstoffen zal worden verbeterd.

De regering zal het mobiliteitsvraagstuk intensief te lijf gaan. Er zal een geïntegreerd mobiliteitsbeleid worden gevoerd waarbij zowel fiscale als structurele hefboomen zoals telwerk en glijdende uurregelingen zullen worden aangewend. Er zal een aanzet worden gegeven tot een ingrijpende kwalitatieve en kwantitatieve opwaardering van het gemeenschappelijk vervoer en het goederenvervoer. Het gebruik van zowel het openbaar als het gemeenschappelijk privé-vervoer zal worden gestimuleerd, alsmede de coördinatie met de gewestelijke vervoersmaatschappijen. Vooral de NMBS moet een nieuwe dynamiek krijgen, met nieuwe investeringen waarbij ook publiek-privaat partnership mogelijk wordt. Om het dichtslibben van Brussel op te lossen zal een aanvang worden gemaakt met een gewestelijk expresnet.

De liberalisering van de elektriciteitssector zal worden versneld, zodat alle consumenten lagere tarieven en een betere dienstverlening kunnen genieten. Tevens zal er meer nadruk worden gelegd op de ontwikkeling van alternatieve energiebronnen. Het moratorium op de uitbouw van de nucleaire elektriciteitsproductie blijft gehandhaafd en ons land schrijft zich in een scenario in waarbij de nucleaire centrales zodra ze 40 jaar in gebruik zijn, worden gedesactiveerd.

La Belgique est au coeur de l'Europe. Nous sommes une nation petite mais prospère, avec une économie ouverte, orientée vers l'exportation qui a tout intérêt à ce que l'Union européenne continue à se développer. Outre une préparation intensive de la présidence belge en l'an 2001, le gouvernement veillera à transposer les directives européennes dans les temps. En outre, une meilleure coordination entre l'Etat fédéral et les entités fédérées sera mise en place au niveau de la politique européenne.

Le point de départ de la politique étrangère sera le respect des droits de l'homme. A cet égard, le gouvernement souhaite mener une politique active au sein des institutions internationales, de même qu'elle poursuivra des initiatives contribuant au contrôle des armements et au désarmement. Elle s'engage à impliquer plus étroitement le parlement dans sa politique dans ce domaine.

Comme je l'ai dit auparavant, notre prospérité dépend surtout de l'étranger. Par conséquent, le gouvernement fournira plus d'efforts pour développer nos relations économiques étrangères tout en examinant la manière de renforcer le rôle des entreprises à cet égard. La confiance dans les produits belges devra être rétablie après la crise de la dioxine. Une campagne longue et soutenue sera mise sur pied afin d'améliorer l'image de notre pays et reconquérir les marchés étrangers.

En matière de coopération au développement, le gouvernement opte pour une augmentation progressive et substantielle des moyens disponibles pour la coopération internationale, augmentation qui doit aller de pair avec une amélioration qualitative et une plus grande efficacité des dépenses. Une partie des moyens disponibles sera de toute manière engagée pour la prévention et la gestion de conflits, les droits de l'homme, l'intégration sociale dans la période post-confliktuelle et l'accompagnement humanitaire des flux de réfugiés dans le Sud.

In het zoeken naar antwoorden op de ethische vraagstukken en uitdagingen kiest de regering voor een aanpak die breekt met het verleden. In plaats van het debat te duwen in het carcan van de regeringssolidariteit en het zo afhankelijk te maken van een consensus onder meerderheidspartijen, zal het parlement haar volle verantwoordelijkheid kunnen opnemen en dit op basis van ieders individueel geweten en overtuiging.

Een breuk met het verleden komt er ook op het vlak van de institutionele en communautaire problemen waarmee ons land nog steeds wordt geconfronteerd. Een intergouvernementele en interparlementaire commissie voor institutionele en democratische vernieuwing zal worden opgericht die zowel de wetgevende als de uitvoerende macht van de federale Staat, de gewesten en gemeenschappen aan tafel brengt. Zoals u in het regeerakkoord zult kunnen lezen bestaat er over een aantal hervormingen, die de werking van de federale Staat en van de deelgebieden grondig kunnen verbeteren, nu reeds een grote eensgezindheid. Over andere punten is de bereidheid aanwezig om

met elkaar van gedachten te wisselen en oplossingen te zoeken in respect voor elkaars zienswijze. Ik ben er allesszins van overtuigd dat deze methode in de huidige omstandigheden niet alleen de beste is om tot resultaten te komen, maar bovendien het enige middel is om de federale Staat verder uit te bouwen, haar werking te verbeteren en de communautaire spanningen uit de wereld te helpen.

Par le biais de cette déclaration gouvernementale, je voudrais également expliquer l'approche que le gouvernement adoptera dans les jours à venir à l'égard de la crise de la dioxine. En effet, sa première mission consistera à conjurer cette crise. Au cours des prochains jours, nous prendrons une série d'initiatives qui permettront tant au consommateur qu'aux producteurs de reprendre pied.

Quatre mesures concrètes seront prises à cet effet. Il y aura avant tout un système de contrôle unique pour toute la chaîne alimentaire. Il devra garantir en permanence la haute qualité de nos aliments. Avant la fin du mois, le gouvernement approuvera un projet relatif à la création de l'agence fédérale pour le contrôle et la sécurité alimentaire. Ce projet sera soumis au parlement au mois de septembre. Le gouvernement veut que l'agence soit opérationnelle avant le 1er janvier 2000. Le gouvernement optera pour les normes les plus sévères pour chaque maillon de la chaîne alimentaire.

En outre, nous souhaitons accorder une aide concrète aux personnes et entreprises concernées afin de surmonter cette période difficile. Les coûts des analyses et la destruction de la nourriture seront pris en charge. Le gouvernement accordera également un soutien temporaire sous forme d'avances en cinq ans et sans intérêts. Il interviendra également auprès de la Commission européenne pour faire accepter ce système et demander qu'une partie de ces avances puisse être supportée par l'Etat.

Ensuite, nous souhaitons lancer à court terme une campagne pour rendre aux produits belges, à l'étranger, l'image de marque qu'ils méritent.

Et enfin, samedi, un commissaire de gouvernement familiarisé avec l'administration et la réglementation européennes sera chargé de la coordination de cette approche, et plus particulièrement en ce qui concerne les contacts et conventions avec l'Union européenne.

Een decennium geleden werd de Muur van Berlijn gesloopt, de schande van Europa. Met hem verdwenen de oude,

vastgeroeste tegenstellingen tussen Oost en West. Het failliet van het communisme met zijn roofofbouw op mens, maatschappij en leefomgeving werd pijnlijk duidelijk. Maar ook in het Westen kwam er meer ideologische zuurstof vrij, was er eindelijk meer ruimte voor politieke reflexie en zelfkritiek. Discussies van het verleden, die ons allen zo lang in de ban hielden, losten hun greep. De blik kon eindelijk volop en onbevangen naar de toekomst worden gericht. De klassieke maatschappelijke denkbeelden bleken aan vernieuwing toe, oude waarden kregen nieuwe invullingen, er kwamen andere uitdagingen. In de zoektocht naar een nieuw politiek project, naar een nieuw evenwicht tussen burger en overheid, tussen economie en ecologie, tussen vrijheid en gelijkheid ontstonden nieuwe inzichten en bondgenootschappen. De brug naar de 21ste eeuw kan niet op oude schisma's of traditionele breuklijnen worden geënt. Integendeel, alleen een beleid dat de moed vindt om nieuwe wegen in te slaan, zal in staat zijn ons land een volwaardige plaats te geven in het Europa en de wereld van morgen. Bij het zoeken van die nieuwe wegen zullen de identiteit en de gevoeligheden van elkeen vanzelfsprekend overeind blijven, maar die identiteit en die gevoeligheden kunnen en zullen elkaar ook verrijken. De oude opdeling van het politieke landschap is immers niet langer in staat de rijkdom van onze samenleving te vatten. Het beleid dat de regering voorstaat is hervormingsgezind en toekomstgericht. Ze gelooft in dit land en haar burgers. Ze wil breken met de behoudsgezindheid die ons land al te lang in haar ban hield, ze staat lijnrecht tegenover al degenen die de afgunst voor de nabuur of de angst voor het vreemde prediken. Ze gaat de toekomst met vertrouwen tegemoet. Ze zoekt wat de mensen in dit land samenbrengt en wil voor alle burgers nieuwe kansen creëren. Ze weet dat ons land beter kan en heeft de ambitie daar de volgende vier jaar het bewijs van te leveren. (*Applaus*)

De **voorzitter** : Mijnheer de eerste minister, ik vermoed dat de regering het vertrouwen van de Kamer vraagt. Kunt u mij de motie van vertrouwen bezorgen ? (*Instemming*)

Collega's, ik heb herhaalde malen het bellen van GSM-toestellen gehoord.

C'est pourquoi, je vous demanderai désormais de ne plus utiliser de GSM en salle.

Wensen van Zijne Majesteit de Koning

Voeux de Sa Majesté le Roi

De **voorzitter** : Bij brief van 5 juli 1999 heeft de Kabinetschef van de Koning mij de wensen van Zijne Majesteit de Koning voor het welslagen van de werkzaamheden van onze vergadering overgezonden.

Par lettre du 5 juillet 1999, le Chef de Cabinet du Roi m'a transmis les vœux de Sa Majesté le Roi pour le succès des travaux de notre assemblée.

Motie van vertrouwen

Motion de confiance

De **voorzitter** : Om 15.04 uur heb ik een motie ontvangen van de regering die luidt als volgt : "De regering vraagt het vertrouwen van de Kamer".

A 15.04 heures, une motion a été déposée par le gouvernement et est libellée comme suit : "Le gouvernement demande la confiance de la Chambre".

De Kamer zal zich over deze motie uitspreken na verloop van ten vroegste 48 uur.

Désignations en qualité de président de groupe

Benoemingen als fractievoorzitter

Le **président** : Par lettre du 13 juillet 1999, le groupe PSC de la Chambre m'a informé de la désignation de M. Jean-Pol Poncelet en qualité de président de groupe.

Bij brief van 13 juli 1999 heeft de PSC-fractie van de Kamer mij meegedeeld dat de heer Jean-Pol Poncelet als fractievoorzitter werd aangesteld.

Par lettre de ce jour, le groupe PRL FDF MCC de la Chambre m'a informé de la désignation de M. Daniel Bacquelaîne en qualité de président de groupe.

Bij brief van heden heeft de PRL FDF MCC-fractie van de Kamer mij medegedeeld dat de heer Daniel Bacquelaîne als fractievoorzitter werd aangesteld.

In België verkozen leden van het Europees Parlement

Membres belges élus au Parlement européen

De **voorzitter** : Bij brief van 5 juli 1999 deelt mevrouw Annemie Neyts-Uyttebroeck mee dat zij haar mandaat als Europees parlamentslid niet opneemt.

Par lettre du 5 juillet 1999, Mme Annemie Neyts-Uyttebroeck fait savoir qu'elle renonce à exercer son mandat de membre du Parlement européen.

Par lettres du 9 juillet 1999, M. Ward Beysen, premier suppléant sur la liste VLD, fait savoir qu'il exercera le mandat de membre du Parlement européen. Il a donné sa démission en tant que membre du Vlaams Parlement.

Bij brieven van 9 juli 1999 deelt de heer Ward Beysen, eerste opvolger op de VLD-lijst, mee dat hij het mandaat van Europees parlamentslid zal opnemen. Hij heeft zijn ontslag ingediend als lid van het Vlaams Parlement.

Dit zal worden verzonden naar de 7de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven.

Ceci sera renvoyé à la 7ème commission de vérification des pouvoirs.

Commission parlementaire de concertation

Parlementaire overlegcommissie

Le **président** : Nous devons procéder à la nomination des membres de la commission parlementaire de concertation.

En application de l'article 12bis du Règlement, la Chambre désigne en son sein onze membres effectifs qui composeront la commission parlementaire de concertation visée à l'article 82 de la Constitution et parmi lesquels figurera le président de la Chambre. La Chambre nomme un nombre identique de suppléants.

Overeenkomstig artikel 12 van het Reglement geschieden deze benoemingen volgens de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties.

Voici la répartition :

- 2 membres du groupe VLD plus 2 suppléants;

président

- 2 membres du groupe CVP plus 2 suppléants;
- 2 membres du groupe AGALEV-ECOLO plus 2 suppléants;
- 1 membre du groupe PS plus 1 suppléant;
- 1 membre du groupe PRL FDF MCC plus 1 suppléant;
- 1 membre du groupe VLAAMS BLOK plus 1 suppléant;
- 1 membre du groupe SP plus 1 suppléant;
- 1 membre du groupe PSC plus 1 suppléant.

Les présidents de groupe m'ont fait parvenir les noms de leurs candidats :

- membres effectifs : VLD : Hugo Coveliers, Herman De Croo; CVP : Stefaan De Clerck, Paul Tant; AGALEV-ECOLO : Martine Dardenne, Lode Vanoost; PS : Claude Eerdeken; PRL FDF MCC : Daniel Bacquellaine; VLAAMS BLOK : Gerolf Annemans; SP : Frederik Erdman; PSC : Jean-Pol Poncelet;

- membres suppléants : VLD : Willy Cortois, Etienne De Groot; CVP : Simonne Creyf, Servais Verherstraeten; AGALEV-ECOLO : Peter Vanhoutte, Jean-Pierre Viseur; PS : Patrick Moriau; PRL FDF MCC : Anne Barzin; VLAAMS BLOK : Francis Van den Eynde; SP : Dirk Van der Maelen; PSC : Jean-Pierre Grafé.

Etant donné que le nombre de candidatures recevables correspond au nombre de places à conférer, il n'y a pas lieu à scrutin conformément à l'article 11, 6 du Règlement.

En conséquence, je proclame élus les candidats présentés.

Nomination d'un vice-président de la Chambre

Benoëmie van een ondervoorzitter van de Kamer

Le **président** : L'ordre du jour appelle la nomination d'un vice-président en remplacement de M. Antoine Duquesne, ministre de l'Intérieur au gouvernement fédéral.

Le groupe PRL FDF MCC propose la candidature de M. Robert Denis.

Y-a-t-il d'autres candidatures ? (*Non*)

Aangezien er geen andere kandidaturen zijn, verklaar ik, overeenkomstig artikel 11.6 van ons Reglement, de heer Robert Denis benoemd tot ondervoorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers. (*Applaus*)

Benoëmie van een secretaris van de Kamer

Nomination d'un secrétaire de la Chambre

De **voorzitter** : Aan de orde is de benoëmie van een secretaris, ter vervanging van de heer Geert Versnick die ontslag heeft genomen in deze hoedanigheid.

De VLD-fractie stelt de heer Jef Valkeniers als kandidaat voor.

Zijn er andere candidaturen ? (*Nee*)

Aangezien er geen andere kandidaturen zijn, verklaar ik, overeenkomstig artikel 11.6 van ons Reglement, de heer Jef Valkeniers benoemd tot secretaris van de Kamer van volksvertegenwoordigers. (*Applaus*)

Nomination d'un questeur de la Chambre

Benoëmie van een quaestor van de Kamer

Le **président** : L'ordre du jour appelle la nomination d'un questeur en remplacement de M. Jacques Simonet, ministre-président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le groupe PRL FDF MCC propose la candidature de M. Denis D'hondt.

Geen bezwaar ?

De heer Gerolf Annemans heeft het woord.

De heer **Gerolf Annemans** (VL.BLOK) : Ik dien de kandidatuur in van de heer Filip De Man.

Le **président** : Etant donné que le nombre de candidats est supérieur au nombre de places à pourvoir, il y a lieu de procéder au scrutin.

Je vous propose de reporter ce scrutin à mardi prochain. (*Assentiment*)

Inoverwegingneming van voorstellen

Prise en considération de propositions

De **voorzitter** : Aan de orde is de inoverwegingneming van een reeks voorstellen waarvan de lijst als bijlage gaat.

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'une série de propositions dont la liste est reprise en annexe.

Urgentieverzoek

Demande d'urgence

De **voorzitter** : Ik vraag de behandeling bij hoogdringendheid van de voorstellen nrs. 17/1 en 18/1.

Je demande l'urgence pour les propositions n^{os} 17/1 et 18/1.

De bedoeling is een verslag te hebben waarover wij volgende dinsdagvoormiddag zouden kunnen debatteren en stemmen.

Geen bezwaar ? (*Nee*)

Pas d'observation ? (*Non*)

Aldus zal geschieden.

Il en sera ainsi.

Adoption de l'ordre du jour

Goedkeuring van de agenda

Le **président** : Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents de ce matin.

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerp-agenda die de Conferentie van voorzitters van vanmorgen u voorstelt.

président

Morgen om 10.00 uur beginnen wij met een algemeen debat. Per fractie krijgt één lid een afgesproken spreektijd. Wij hervatten om 14.15 uur en in de late namiddag volgt het eerste antwoord van de regering.

Selon le temps qui nous sera imparti, nous entamerons jeudi soir un débat concernant la partie de la déclaration gouvernementale qui traite des Affaires étrangères, de la Défense, de la Coopération et des Affaires européennes.

Vrijdag om 10.00 uur behandelen wij de hoofdstukken 1 tot 5, de Staat, en daarna de sociale en economische hoofdstukken. Alle fracties zijn overeengekomen dit debat op een spannende en geordende manier te voeren.

Après la réponse du gouvernement, les membres qui le désirent pourront répliquer. Je vous rappelle - in cauda venenum - que la Conférence des présidents insiste pour que les ministres responsables soient présents.

Pas d'observation ?

Geen bezwaar ?

De heer Hugo Coveliers heeft het woord.

De heer **Hugo Coveliers** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik dacht dat wij afgesproken hadden het luik Buitenlandse Zaken, Defensie en Europese Aangelegenheden in ieder geval donderdagavond af te maken.

De **voorzitter** : Of wij op een deftig uur besluiten, zal afhangen van de moed of de wanhoop van de collega's.

De heer **Hugo Coveliers** (VLD) : Als dat niet zo is, dan zal het op een ondeftig uur zijn. De afspraak was donderdag in ieder geval die discussie te beëindigen.

De **voorzitter** : Zijn er geen andere opmerkingen ? (*Nee*) Het ontwerp-agenda wordt aangenomen.

Personne n'a d'objection à ce sujet ? (*Non*) Le projet d'ordre du jour est adopté.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

- *La séance est levée à 15.20 heures. Prochaine séance plénière jeudi 15 juillet 1999 à 10.00 heures.*

- *De vergadering wordt gesloten om 15.20 uur. Volgende plenaire vergadering donderdag 15 juli 1999 om 10.00 uur.*

ANNEXE

SEANCE PLENIERE
MERCREDI 14 JUILLET 1999

DÉCISIONS INTERNES

COMMISSIONS

Rapports complémentaires des commissions
de vérification des pouvoirs

Rapport complémentaire de la 1ère commission de vérification des pouvoirs

Provinces d'Anvers et du Limbourg

Présents : MM. Lefevre, président, Mortelmans, Schoofs, Sevenhans, Mmes Brepoels, Drion, rapporteuse

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle a procédé votre commission le 1er juillet 1999, la Chambre a décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

- Mme Vannieuwenhuyse-Vanosmael et MM. Pauwels, Vandenberghe et Tobback, membres suppléants de la circonscription électorale d'Anvers;
- Mme De Backer et M. Grootaers, membres suppléants de la circonscription électorale de Malines-Turnhout;
- Mmes Smets et Craeghs, membres suppléants de la circonscription électorale de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Votre commission, qui a été mise, dans l'intervalle, en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mmes Vannieuwenhuyse-Vanosmael, De Backer, Smets et Craeghs et de MM. Tobback et Grootaers, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant.

Les suppléants suivants n'ont pas encore justifié des conditions d'éligibilité : circonscription électorale d'Anvers : MM. Pauwels et Vandenberghe.

Votre commission vous propose d'accorder un dernier délai de 30 jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis.

Rapport complémentaire de la 2ème commission de vérification des pouvoirs

Circonscriptions électorales de Bruxelles-Hal-Vilvorde, de Louvain (Brabant flamand) et de Nivelles (Brabant wallon)

Présents : MM. Janssens, président, Laeremans, Bonte, Delizée, rapporteur

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING
WOENSDAG 14 JULI 1999

INTERNE BESLUITEN

COMMISSIES

Aanvullende verslagen van de commissies
tot onderzoek van de geloofsbrieven

Aanvullend verslag van de 1ste commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven

Provincies Antwerpen en Limburg

Aanwezig : de heren Lefevre, voorzitter, Mortelmans, Schoofs, Sevenhans, de dames Brepoels, Drion, rapporteur

Bij het onderzoek van de geloofsbrieven waartoe uw commissie overging tijdens haar vergadering van 1 juli 1999, heeft de Kamer op haar voorstel de geldigverklaring uitgesteld van de geloofsbrieven van :

- mevrouw Vannieuwenhuyse-Vanosmael en de heren Pauwels, Vandenberghe en Tobback, opvolgers voor de kieskring Antwerpen;
- mevrouw De Backer en de heer Grootaers, opvolgers voor de kieskring Mechelen-Turnhout;
- mevrouw Smets en Craeghs, opvolgers voor de kieskring Hasselt-Tongeren-Maaseik.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit werd gesteld van de nodige bescheiden om tot de geldigverklaring van de geloofsbrieven van mevrouw Vannieuwenhuyse-Vanosmael, De Backer, Smets en Craeghs en van de heren Tobback en Grootaers over te gaan, heeft deze onderzocht en eenparig besloten aan de Kamer hun toelating als opvolger voor te stellen.

De volgende opvolgers hebben nog niet doen blijken dat ze de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervullen : voor de kieskring Antwerpen : de heren Pauwels en Vandenberghe.

Uw commissie stelt voor een laatste termijn van 30 dagen aan deze opvolgers te verlenen om de vereiste documenten mede te delen.

Aanvullend verslag van de 2de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven

Kieskringen van Brussel-Halle-Vilvoorde, Leuven (Vlaams-Brabant) en Nijvel (Waals-Brabant)

Aanwezig : de heren Janssens, voorzitter, Laeremans, Bonte, Delizée, rapporteur

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle avait procédé votre Commission le 1er juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

Mmes Jiroflée et Van Hoof, membres suppléants de la circonscription électorale de Louvain;

Mmes Corteville, Gailly, Langbeen, Motten, Stengers, Vanesse et Verhaegen et MM. Biesemans, Casaer, Coeurnelle, De Ro, Muls et Rooryck, membres suppléants de la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mmes Langbeen, Motten, Stengers, Vanesse, Van Hoof et Verhaegen et de M. Biesemans, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant.

Les suppléants suivants n'ont pas encore justifié des conditions d'éligibilité : circonscription électorale de Louvain : Mme Jiroflée; circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde : Mmes Corteville, Gailly et MM. Casaer, Coeurnelle, De Ro, Muls et Rooryck.

Votre commission vous propose d'accorder un dernier délai de 30 jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis.

Rapport complémentaire de la 3ème commission de vérification des pouvoirs

Provincies de Flandre occidentale et de Luxembourg

Présents : MM. J.-P. Viseur, président, Michel et Mme Burgeon, rapporteuse

Le 1er juillet 1999, lors de la validation des opérations électorales et la vérification des pouvoirs des membres de la Chambre des représentants déclarés élus dans la province de Flandre occidentale, la Chambre a décidé de faire procéder par votre commission au recomptage des bulletins de vote émis dans le canton électoral de Zonnebeke et d'ajourner la validation des pouvoirs des candidats suppléants élus dans l'arrondissement électoral de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende.

Votre commission s'est réunie le 6 juillet 1999 pour procéder manuellement à ce recomptage.

Ce recensement a donné lieu aux résultats indiqués aux tableaux, signés par les membres présents de votre commission et par les membres des bureaux de dépouillement, qui sont joints au procès-verbal établi à l'issue des opérations de dépouillement.

Considérant que les résultats électoraux ainsi recensés dans le canton électoral de Zonnebeke diffèrent des résultats du dépouillement automatisé des votes au moyen du système de lecture optique dont il a été fait usage le 13 juin 1999 pour l'élection de la Chambre des représentants dans ce canton et que ces résultats y sont établis comme suit :

- dépouillement automatisé (13 juin 1999) : bulletins enregistrés : 8202; votes valables : 6466; votes blancs : 1320; votes non valables : 416;

- dépouillement manuel (6 juillet 1999) : bulletins enregistrés : 8202; votes valables : 7330; votes blancs : 459; votes non valables : 413.

Bij het onderzoek van de geloofsbrieven waartoe uw commissie op 1 juli 1999 is overgegaan, heeft de Kamer, op voorstel van de commissie, de geldigverklaring uitgesteld van de geloofsbrieven van :

de dames Jiroflée en Van Hoof, opvolgers voor de kieskring Leuven;

de dames Corteville, Gailly, Langbeen, Motten, Stengers, Vanesse en Verhaegen en de heren Biesemans, Casaer, Coeurnelle, De Ro, Muls en Rooryck, opvolgers voor de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit werd gesteld van de nodige bescheiden voor de geldigverklaring van de geloofsbrieven van de dames Langbeen, Motten, Stengers, Vanesse, Van Hoof en Verhaegen en van de heer Biesemans, heeft deze onderzocht en eenparig beslist aan de Kamer haar toelating als opvolger voor te stellen.

De volgende opvolgers hebben nog niet doen blijken dat ze de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervullen : voor de kieskring Leuven : mevrouw Jiroflée; voor de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde : de dames Corteville, Gailly en de heren Casaer, Coeurnelle, De Ro, Muls en Rooryck.

Uw commissie stelt voor een laatste termijn van 30 dagen aan deze opvolgers te verlenen om de vereiste documenten mede te delen.

Aanvullend verslag van de 3de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven

Provincies West-Vlaanderen en Luxemburg

Aanwezig : de heren J.-P. Viseur, voorzitter, Michel en mevrouw Burgeon, rapporteur

Op 1 juli 1999, bij de geldigverklaring van de kiesverrichtingen en het onderzoek der geloofsbrieven van de in de provincie West-Vlaanderen verkozen leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, heeft de Kamer beslist de in het kieskanton Zonnebeke uitgebrachte stemmen door uw commissie te laten hertellen, en de geldigverklaring van de geloofsbrieven van de in het kiesarrondissement Veurne-Diksmuide-Ieper-Oostende verkozen kandidaat-opvolgers te verdagen.

Uw commissie is op 6 juli 1999 bijeengekomen om die manuele hertelling uit te voeren.

Die telling leverde de resultaten op zoals ze zijn opgenomen in de tabellen die bij het na afloop van de stemopnemingsverrichtingen opgestelde proces-verbaal werden gevoegd en die werden ondertekend door de aanwezige leden van uw commissie en door de leden van de stemopnemingsbureaus.

Gelet op het feit dat de aldus in het kieskanton Zonnebeke getelde kiesresultaten afwijken van de resultaten van de automatische stemopneming, verkregen via een optisch leessysteem waarvan op 13 juni 1999 in het kanton Zonnebeke gebruik werd gemaakt voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers in dat kanton, en dat die de volgende resultaten opleverde :

- automatische stemopneming (13 juni 1999) : geregistreerde stembiljetten : 8202; geldig uitgebrachte stemmen : 6466; blanco-stemmen : 1320; ongeldig uitgebrachte stemmen : 416;

- manuele stemopneming (6 juli 1999) : geregistreerde stembiljetten : 8202; geldig uitgebrachte stemmen : 7330; blanco-stemmen : 459; ongeldig uitgebrachte stemmen : 413.

En ce qui concerne les résultats globaux par liste, ils sont les suivants :

- liste 2 (Agalev) : 554/551;
- liste 3 (SP) : 1643/1644;
- liste 4 (VLD) : 1378/1490;
- liste 6 (VL.BLOK) : 505/629;
- liste 7 (VU-ID) : 443/533;
- liste 8 (CVP) : 1815/2327;
- liste 11 (PVDA-AE) : 21/28;
- liste 13 (PNPB) : 20/24;
- liste 15 (Vivant) : 71/86;
- liste 35 (VNP) : 16/18.

Considérant que ces résultats n'affectent, pour aucune des listes auxquelles un siège est attribué dans la circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, l'ordre des candidats suppléants élus dans cette circonscription;

attendu que tous les candidats suppléants proclamés élus dans la circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, dont les noms suivent, ont justifié des conditions exigées par l'article 64 de la Constitution : Verhelst F.J.A., Van Praet R., Vullon H., Dumarey A.N.J., Laridon L.A.C.C., Bracke N.F.C., Durnez J.R.D., Dancet G.L.A., Colson H.R., Levecke-Declercq M., Lansens P.F.E., Viaene C.S., Devooght N.G.;

votre commission estime qu'il y a lieu de valider les pouvoirs de ces candidats proclamés élus par le Bureau central provincial de Flandre occidentale et propose de les admettre en qualité de membre suppléant.

En outre, lors de la vérification des pouvoirs à laquelle votre commission a procédé le 1er juillet 1999, la Chambre a décidé, sur proposition de la commission, d'ajourner également la validation des pouvoirs des candidats suppléants proclamés élus suivants, qui n'avaient pas justifié qu'ils remplissaient les conditions d'éligibilité :

- pour la circonscription électorale de Bruges : Bonte R.M., Vanderstraeten M., Himpens H.M., Douifi D.;
- pour la circonscription électorale de Courtrai-Roulers-Tielt : Turpyn M. G., Declercq K.R.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mmes et MM. Bonte R.M., Turpyn M. G., Douifi D., a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléants.

Les suppléants suivants n'ont pas encore justifié des conditions d'éligibilité :

- pour la circonscription électorale de Bruges : Vanderstraeten M., Himpens H.M.;
- pour la circonscription électorale de Courtrai-Roulers-Tielt : Declercq K.R.

Votre commission vous propose d'accorder un dernier délai de trente jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis.

Rapport complémentaire de la 4ème commission de vérification des pouvoirs

Province de Flandre orientale

Présents : Mme Van den Poel-Welkenhuysen, présidente, M. Langendries, Mme Lejeune, rapporteuse

De globale resultaten per lijst zien er als volgt uit :

- lijst 2 (Agalev) : 554/551;
- lijst 3 (SP) : 1643/1644;
- lijst 4 (VLD) : 1378/1490;
- lijst 6 (VL.BLOK) : 505/629;
- lijst 7 (VU-ID) : 443/533;
- lijst 8 (CVP) : 1815/2327;
- lijst 11 (PVDA-AE) : 21/28;
- lijst 13 (PNPB) : 20/24;
- lijst 15 (Vivant) : 71/86;
- lijst 35 (VNP) : 16/18.

Overwegende dat deze uitslagen voor geen enkele lijst waaraan in de kieskring Veurne-Diksmuide-Ieper-Oostende een zetel werd toegewezen een invloed hebben op de volgorde van de in die kieskring verkozen kandidaat-opvolgers;

overwegende dat alle in de kieskring Veurne-Diksmuide-Ieper-Oostende tot gekozene uitgeroepen kandidaat-opvolgers van wie de namen volgen, bewezen hebben dat ze voldoen aan de bij artikel 64 van de Grondwet gestelde voorwaarden : Verhelst F.J.A., Van Praet R., Vullon H., Dumarey A.N.J., Laridon L.A.C.C., Bracke N.F.C., Durnez J.R.D., Dancet G.L.A., Colson H.R., Levecke-Declercq M., Lansens P.F.E., Viaene C.S., Devooght N.G.;

is uw commissie van mening dat de geloofsbrieven van die door het hoofdbureau van de provincie West-Vlaanderen tot gekozene uitgeroepen kandidaten geldig moeten worden verklaard en stelt ze voor hen als opvolger toe te laten.

Voorts heeft de Kamer bij het onderzoek van de geloofsbrieven waartoe uw commissie op 1 juli 1999 is overgegaan, op voorstel van de commissie, beslist tevens de geldigverklaring uit te stellen van de geloofsbrieven van de volgende tot gekozene uitgeroepen kandidaat-opvolgers, die niet het bewijs hadden geleverd aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden te voldoen :

- voor de kieskring Brugge : Bonte R.M., Vanderstraeten M., Himpens H.M., Douifi D.;
- voor de kieskring Kortrijk-Roeselare-Tielt : Turpyn M. G., Declercq K.R.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit is gesteld van de voor de geldigverklaring van de geloofsbrieven van de dames en heren Bonte R.M., Turpyn M. G. en Douifi D. vereiste documenten, heeft deze geloofsbrieven onderzocht en unaniem beslist de Kamer voor te stellen dat de genoemde kandidaten als opvolger worden toegelaten.

De volgende opvolgers hebben nog niet doen blijken dat ze de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervullen :

- voor de kieskring Brugge : Vanderstraeten M., Himpens H.M.;
- voor de kieskring Kortrijk-Roeselare-Tielt : Declercq K.R.

Uw commissie stelt voor een laatste termijn van 30 dagen aan deze opvolgers te verlenen om de vereiste documenten mee te delen.

Aanvullend verslag van de 4de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven

Provincie Oost-Vlaanderen

Aanwezig : mevrouw Van den Poel-Welkenhuysen, voorzitter, de heer Langendries, mevrouw Lejeune, rapporteur

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle avait procédé votre commission le 1er juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

MM. Schouls, membre suppléant de la circonscription électorale de Gand-Eeklo, Wittock, membre suppléant de la circonscription électorale de Saint-Nicolas-Termonde, Mme Cornelis et M. Van der Meiren, membres suppléants de la circonscription électorale d'Alost-Audenarde.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mme Mieke Cornelis, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre son admission en qualité de suppléant.

Enfin, la commission vous propose d'ajourner l'admission de MM. Schouls, membre suppléant de la circonscription électorale de Gand-Eeklo, Wittock, membre suppléant de la circonscription électorale de Saint-Nicolas-Termonde et Van der Meiren, membre suppléant de la circonscription électorale d'Alost-Audenarde, qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité et de leur accorder un dernier délai de 30 jours pour communiquer les documents requis.

Rapport complémentaire de la 5ème commission de vérification des pouvoirs

Province du Hainaut

Présents : Mme Herzet, présidente, MM. De Groot, Denis, Timmermans, Coveliers, rapporteur

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle a procédé votre commission au cours de sa réunion du 1er juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

- circonscription électorale de Charleroi-Thuin : M. Berchicci, troisième suppléant, P. Laurent, cinquième suppléant;
- circonscription électorale de Tournai-Ath-Mouscron : P. Delannois, troisième suppléant, T. Lefèbvre, troisième suppléante.

Votre commission, qui a été mise dans l'intervalle en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de MM. Berchicci et Delannois et de Mme Lefèbvre, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléants.

Enfin, M. Laurent n'ayant pas encore justifié des conditions d'éligibilité, votre commission vous propose de lui accorder un dernier délai de trente jours pour communiquer les documents requis.

Rapport complémentaire de la 6ème commission de vérification des pouvoirs

Provinces de Liège et Namur

Présents : MM. Harmegnies, président, Moerman, Derycke, Mme Milquet, rapporteuse

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle avait procédé votre commission le 1er juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de X. Malmendier et V. Hiance, suppléants pour la circonscription de Liège; G. Sevrin, suppléant pour la circonscription de Namur-Dinant-Philippeville.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de X. Malmendier et G. Sevrin, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant.

Bij het onderzoek van de geloofsbrieven waartoe uw commissie op 1 juli 1999 is overgegaan, heeft de Kamer, op voorstel van de commissie, de geldigverklaring uitgesteld van de geloofsbrieven van :

de heren Schouls, opvolger voor de kieskring Gent-Eeklo, Wittock, opvolger voor de kieskring Sint-Niklaas-Dendermonde, mevrouw Cornelis en de heer Van der Meiren, opvolgers in de kieskring Aalst-Oudenaarde.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit werd gesteld van de nodige bescheiden voor de geldigverklaring van de geloofsbrieven van mevrouw Mieke Cornelis, heeft deze onderzocht en eenparig beslist aan de Kamer haar toelating als opvolger voor te stellen.

Ten slotte stelt de commissie U voor de toelating uit te stellen van de heren Schouls, opvolger in de kieskring Gent-Eeklo, Wittock, opvolger in de kieskring Sint-Niklaas-Dendermonde en de Van der Meiren, opvolger in de kieskring Aalst-Oudenaarde, die op heden niet het bewijs heeft geleverd dat ze aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoen en hen een laatste termijn van 30 dagen te verlenen om de vereiste documenten mee te delen.

Aanvullend verslag van de 5de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven

Provincie Henegouwen

Aanwezig : mevrouw Herzet, voorzitter, de heren De Groot, Denis, Timmermans, Coveliers, rapporteur

Bij het onderzoek van de geloofsbrieven, waartoe uw commissie overging tijdens haar vergadering van 1 juli 1999, heeft de Kamer op haar voorstel de geldigverklaring uitgesteld van de geloofsbrieven van :

- kieskring Charleroi-Thuin : M. Berchicci, derde opvolger, P. Laurent, vijfde opvolger;
- kieskring Doornik-Aat-Moeskroen : P. Delannois, derde opvolger, T. Lefèbvre, derde opvolgster.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit werd gesteld van de nodige bescheiden om tot de geldigverklaring van de geloofsbrieven van de heren Berchicci en Delannois en van mevrouw Lefèbvre over te gaan, heeft deze onderzocht en eenparig besloten aan de Kamer hun toelating als opvolgers voor te stellen.

Aangezien de heer Laurent nog niet heeft doen blijken dat hij de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervult, stelt uw commissie u tenslotte voor hem een laatste termijn van dertig dagen te verlenen om de vereiste documenten mee te delen.

Aanvullend verslag van de 6de commissie tot onderzoek van de geloofsbrieven

Provincies Luik en Namen

Aanwezig : de heren Harmegnies, voorzitter, Moerman, Derycke, mevrouw Milquet, rapporteur

Bij het onderzoek van de geloofsbrieven waartoe uw commissie op 1 juli 1999 is overgegaan, heeft de Kamer, op voorstel van de commissie, de geldigverklaring uitgesteld van de geloofsbrieven van X. Malmendier en V. Hiance, opvolgers voor de kieskring Luik; G. Sevrin, opvolger voor de kieskring Namur-Dinant-Philippeville.

Uw commissie, die inmiddels in het bezit werd gesteld van de nodige bescheiden voor de geldigverklaring van de geloofsbrieven van X. Malmendier en G. Sevrin, heeft deze geloofsbrieven onderzocht en eenparig beslist aan de Kamer hun toelating als opvolger voor te stellen.

Enfin, la commission vous propose d'ajourner l'admission de V. Hiance, qui n'a pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité et de lui accorder un dernier délai de 30 jours pour communiquer les documents requis.

PROPOSITIONS

Prise en considération

1. Proposition (M. Gerolf Annemans) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur la manière dont les pouvoirs publics belges ont réagi à la "crise de la dioxine" et, en particulier, sur le rôle que les différents responsables politiques et certains membres de l'opposition ont joué en la matière, n°17/1.

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

2. Proposition (MM. Renaat Landuyt, Geert Bourgeois, Claude Eerdekens, Jef Tavernier, Stefaan De Clerck, Hugo Coveliers, Didier Reynders et Mme Joëlle Milquet) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier l'organisation de la production de viande, de produits laitiers et d'œufs en Belgique et de déterminer les responsabilités politiques dans le cadre de la crise de la dioxine, n°18/1.

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

Autorisation d'impression

Rgt art 64-2

1. Proposition (M. Gerolf Annemans) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur la manière dont les pouvoirs publics belges ont réagi à la "crise de la dioxine" et, en particulier, sur le rôle que les différents responsables politiques et certains membres de l'opposition ont joué en la matière, n°17/1.

2. Proposition (MM. Renaat Landuyt, Geert Bourgeois, Claude Eerdekens, Jef Tavernier, Stefaan De Clerck, Hugo Coveliers, Didier Reynders et Mme Joëlle Milquet) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier l'organisation de la production de viande, de produits laitiers et d'œufs en Belgique et de déterminer les responsabilités politiques dans le cadre de la crise de la dioxine, n°18/1.

3. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) relative à la création et à l'organisation au sein du ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaires, n°19/1.

Ten slotte stelt de commissie U voor de toelating uit te stellen van V.Hiance, die op heden niet het bewijs heeft geleverd dat ze aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet en haar een laatste termijn van 30 dagen te verlenen om de vereiste documenten mee te delen.

VOORSTELLEN

Inoverwegingneming

1. Voorstel (de heer Gerolf Annemans) tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop de zogenaamde "dioxinecrisis" aangepakt werd en meer bepaald naar de rol die de verschillende beleidsverantwoordelijken en bepaalde leden van de oppositie er in speelden, nr.17/1.

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

2. Voorstel (de heren Renaat Landuyt, Geert Bourgeois, Claude Eerdekens, Jef Tavernier, Stefaan De Clerck, Hugo Coveliers, Didier Reynders en mevrouw Joëlle Milquet) tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met een onderzoek van de Belgische vlees-, zuivel- en eierproductie en naar de politieke verantwoordelijkheden in het licht van de zogenaamde "dioxinecrisis", nr.18/1.

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

Toelating tot drukken

Rgt art 64-2

1. Voorstel (de heer Gerolf Annemans) tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop de zogenaamde "dioxinecrisis" aangepakt werd en meer bepaald naar de rol die de verschillende beleidsverantwoordelijken en bepaalde leden van de oppositie er in speelden, nr.17/1.

2. Voorstel (de heren Renaat Landuyt, Geert Bourgeois, Claude Eerdekens, Jef Tavernier, Stefaan De Clerck, Hugo Coveliers, Didier Reynders en mevrouw Joëlle Milquet) tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met een onderzoek van de Belgische vlees-, zuivel- en eierproductie en naar de politieke verantwoordelijkheden in het licht van de zogenaamde "dioxinecrisis", nr.18/1.

3. Wetsvoorstel (mevrouw Colette Burgeon) tot oprichting en organisatie, bij het ministerie van Justitie, van een Fonds voor alimentatievorderingen, nr.19/1.

SEANCE PLENIERE
MERCREDI 14 JUILLET 1999

COMMUNICATIONS

GOVERNEMENT

Modifications

Par lettre du 12 juillet 1999, le premier ministre transmet copie des arrêtés royaux du 12 juillet 1999 intitulés "Gouvernement - Démissions - Nominations".

Pour information

COUR DES COMPTES

Observations

Par lettre du 7 juillet 1999, la Cour des comptes fait connaître qu'elle a reçu copie de la délibération n°3170, adoptée le 30 juin 1999 par le Conseil des ministres, autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de dépenses destinées à couvrir les coûts liés à la gestion de la crise de la dioxine, à concurrence de 3.985 millions de francs au-delà des crédits non dissociés ouverts au budget général des dépenses ajusté de l'année budgétaire 1999, respectivement aux programmes 13.54.1, intitulé "Inspection générale des opérations et de la formation" (85 millions de francs), 26.54.1, intitulé "Inspection des denrées alimentaires" (900 millions de francs) et 31.55.2, intitulé "Actions du Fonds de la santé et de la production des animaux" (3.000 millions de francs).

Son collègue n'a, dans le cas présent, aucune remarque à formuler concernant l'application de la procédure prévue à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société et à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

PLENAIRE VERGADERING
WOENSDAG 14 JULI 1999

MEDEDELINGEN

REGERING

Wijzigingen

Bij brief van 12 juli 1999 zendt de eerste minister een afschrift over van de koninklijke besluiten van 12 juli 1999 met als opschrift "Regering - Ontslagen - Benoemingen".

Ter kennisgeving

REKENHOF

Opmerkingen

Bij brief van 7 juli 1999 deelt het Rekenhof mede dat het een afschrift heeft ontvangen van de beraadslaging nr. 3170 die de Ministerraad op 30 juni 1999 heeft aangenomen en waarbij machtiging wordt verleend tot het vastleggen, het ordonnanceren en het betalen ten belope van 3.985 miljoen BEF bestemd voor de kosten die zijn verbonden aan het bestrijden van de dioxinecrisis, boven de niet-gesplitste kredieten geopend in de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1999 respectievelijk voor de programma's 13.54.1, luidend "Algemene Inspectie van de operaties en de opleiding" (85 miljoen BEF), 26.54.1, luidend "Inspectie voedingsmiddelen" (900 miljoen BEF) en 31.55.2, luidend "Acties van het Fonds voor de Gezondheid en de Productie van de Dieren" (3.000 miljoen BEF).

Zijn college heeft, wat de aanwending betreft van de procedure voorzien in artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, in het onderhavige geval geen opmerkingen te formuleren.

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing en naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

Sommaire

Mercredi 14 juillet 1999, après-midi - 002

COMMUNICATIONS	41
PRESTATION DE SERMENT D'UN MEMBRE DE LA CHAMBRE	41
RAPPORT COMPLEMENTAIRE DE LA 3EME COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS	41
VERIFICATION DES POUVOIRS DES MEMBRES SUPPLEANTS DONT L'ADMISSION A ETE AJOURNEE	42
RAPPORT COMPLEMENTAIRE DE LA COMMISSION SPECIALE RELATIVE A L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN	43
PRESTATION DE SERMENT	43
ELOGE FUNEBRE	44
PRESTATION DE SERMENT	45
DECLARATION DU GOUVERNEMENT	45
VOEUX DE SA MAJESTE LE ROI	49
MOTION DE CONFIANCE	49
DESIGNATIONS EN QUALITE DE PRESIDENT DE GROUPE	49
MEMBRES BELGES ELUS AU PARLEMENT EUROPEEN	49
COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION	49
NOMINATION D'UN VICE-PRESIDENT DE LA CHAMBRE	50
NOMINATION D'UN SECRETAIRE DE LA CHAMBRE	50
NOMINATION D'UN QUESTEUR DE LA CHAMBRE	50
PRISE EN CONSIDERATION DE PROPOSITIONS	50
DEMANDE D'URGENCE	50
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	50

ANNEXE

53

DÉCISIONS INTERNES

53

COMMISSIONS

53

RAPPORTS COMPLEMENTAIRES DES COMMISSIONS DE VERIFICATION
DES POUVOIRS

53

PROPOSITIONS

57

PRISE EN CONSIDERATION
AUTORISATION D'IMPRESSION

57
57

COMMUNICATIONS

58

GOUVERNEMENT

58

MODIFICATIONS

58

COUR DES COMPTES

58

OBSERVATIONS

58

Inhoud

Woensdag 14 juli 1999, namiddag - 002

MEDEDELINGEN	41
EEDAFLEGGING VAN EEN LID VAN DE KAMER	41
AANVULLEND VERSLAG VAN DE 3DE COMMISSIE TOT ONDERZOEK DER GELOOFSBRIEVEN	41
ONDERZOEK VAN DE GELOOFSBRIEVEN VAN DE OPVOLGERS WIER TOELATING WERD UITGESTELD	42
AANVULLEND VERSLAG VAN DE BIJZONDERE COMMISSIE BETREFFENDE DE VERKIEZING VAN HET EUROPEES PARLEMENT	43
EEDAFLEGGING	43
ROUWHULDE	44
EEDAFLEGGING	45
VERKLARING VAN DE REGERING	45
WENSEN VAN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING	49
MOTIE VAN VERTROUWEN	49
BENOEMINGEN ALS FRACITIEVOORZITTER	49
IN BELGIE VERKOZEN LEDEN VAN HET EUROPEES PARLEMENT	49
PARLEMENTAIRE OVERLEGCOMMISSIE	49
BENOEMING VAN EEN ONDERVOORZITTER VAN DE KAMER	50
BENOEMING VAN EEN SECRETARIS VAN DE KAMER	50
BENOEMING VAN EEN QUAESTOR VAN DE KAMER	50
INOVERWEGINGNEMING VAN VOORSTELLEN	50
URGENTIEVERZOEK	50
GOEDKEURING VAN DE AGENDA	50

BIJLAGE

53

INTERNE BESLUITEN

53

COMMISSIES

53

AANVULLENDE VERSLAGEN VAN DE COMMISSIES TOT
ONDERZOEK VAN DE GELOOFSBRIEVEN

53

VOORSTELLEN

57

INOVERWEGINGNEMING
TOELATING TOT DRUKKEN

57
57

MEDEDELINGEN

58

REGERING

58

WIJZIGINGEN

58

REKENHOF

58

OPMERKINGEN

58